

Quelle Union européenne dans 20 ans ? Pierre Calame nous apporte un regard critique et constructif en pointant ce qui manque à son avis pour stimuler l'odyssée européenne, le débat sera chaud...

Jeudi 2 juin, Grande salle du CCP, rue de la Loi 80, à 18h30, soirée débat sur le thème
« Repenser l'avenir de l'UE en instaurant une gouvernance à multi-niveaux »

Par **Pierre Calame**, ancien haut fonctionnaire de l'Équipement, auteur de plusieurs essais sur le rôle et la place de l' [État](#) dans la société contemporaine, ancien directeur général de la [Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme \(FPH\)](#) de 1988 à 2009 et actuel président du Conseil de cette Fondation, et **Patrick Lusson**, économiste et urbaniste, ancien délégué de la région Rhône-Alpes à Bruxelles et membre du CA de [Confrontations Europe](#).

Le credo de Pierre Calame : « Les institutions européennes continuent à s'agiter, les chefs d'État multiplient les sommets de la dernière chance, la BCE cherche une politique monétaire capable de sortir l'Europe de la récession, les mouvements et « think tanks » pro-européens continuent à mouliner leurs groupes de travail, mais tout semble tourner dans le vide et les opinions publiques se détournent chaque jour un peu plus de la « Des-union » européenne. L'UE paie aujourd'hui au prix fort son enfermement dans ses propres procédures, et les chefs d'État européens leur égoïsme à courte vue et leur peur de perdre ce qu'il leur reste de pouvoir apparent, qui les a conduit à renoncer à la méthode communautaire chère à Jean Monnet pour y substituer les marchandages inter-gouvernementaux.

Constatons que la construction européenne par la création d'un marché unique n'a jamais été un but en soi. Le seul but de la construction européenne, c'était d'instaurer une paix durable au sein d'un continent qui a failli se suicider avec deux guerres mondiales. La construction par l'économie n'a jamais été que le « plan B », adopté après l'échec de la Communauté européenne de défense (CED) en 1954. Mais ce « plan B », s'il a servi pendant de longues années à construire une Europe de plus en plus intégrée, s'est maintenant retourné contre l'Europe, en en faisant le simple marchepied de la mondialisation libérale régulée. La construction européenne s'est trouvée marquée par une législation tatillonne qui a fait perdre toute légitimité à la gouvernance européenne, gaspillant les formidables acquis dans d'autres domaines.

Comment en sortir et repenser l'avenir de l'UE? En impliquant les citoyens dans une Assemblée Constituante, en cassant la centralisation excessive et en instaurant une nouvelle gouvernance, à plusieurs niveaux. En effet, ni la pensée souverainiste, pour laquelle ce qui compte c'est l'« unité nationale », ni la pensée fédéraliste qui, au nom d'une nécessité supérieure, transfère « vers le haut » les compétences à exercer en commun, ne répond à l'exigence première de la gouvernance : à la fois plus de diversité et plus d'unité.

Le « principe actif » de la gouvernance à multi-niveaux, comme on dirait pour un médicament, c'est la subsidiarité active. L'unité est assurée par le respect de principes directeurs communs et non par le recours à des recettes uniformes. Et ces principes communs sont mis en évidence par l'échange d'expériences entre les parties prenantes : c'est la découverte, ensemble, des conditions pour que ça marche. Et c'est ce travail ensemble qui en même temps soude le groupe en une communauté apprenante et fait de ces principes directeurs non une « directive » tombée du ciel bruxellois, mais le fruit d'une expérience humaine partagée. L'Europe a les ressources spirituelles et intellectuelles pour répondre aux défis inouïs qu'elle a elle-même suscités. »